Pour contraindre le gouvernement à céder sur nos revendications, sur celles des lycéens,

pour le retrait du projet de budget Macron-Lecornu de 54 milliards de coupes :

Dès la rentrée, réunissons-nous et décidons la grève dans l'unité public-privé avec la jeunesse

Dans tout le pays, les 17 et de nouveau le 24 octobre, plus de 800 000 jeunes, salariés, retraités ont manifesté à Paris et partout en France, pour les revendications lycéennes, contre la vie chère, contre le budget Macron-Lecornu de 54 milliards de coupes. Le gouvernement est en difficulté et a fait des annonces le 26 octobre qui ne répondent pas aux revendications des lycéens. **Les confédérations appellent les salariés du public et du privé à la grève interprofessionnelle le 5 novembre.**

Dans nos écoles, les grèves et mobilisations se multiplient depuis la rentrée, face à une situation catastrophique : des classes, des ULIS, des UPE2A toujours sans enseignant nommé plus d'un mois après la rentrée, des remplacements qui ne sont plus assurés, des AESH qui manquent par milliers pour que les notifications d'accompagnement de la MDPH soient respectées.

Comme les lycéens, **nous demandons les moyens nécessaires au fonctionnement de notre École**, des AESH pour couvrir les besoins des élèves, des enseignant.es sur tous les postes encore non couverts, des remplaçants dès le premier jour d'absence pour que le droit à l'instruction de nos élèves soit respecté, la rénovation de nos écoles afin de pouvoir faire face aux épisodes de froid et de canicule.

Comme les salariés de ce pays, nous demandons l'augmentation générale des salaires !

Les revendications urgentes de tous, lycéen.nes, salariés et fonctionnaires posent toutes le problème des moyens. Elles se heurtent à l'austérité budgétaire imposée par le gouvernement à travers le budget 2026 et de plein fouet au projet de budget 2027 Macron-Lecornu, d'une brutalité sans précédent avec ses 54 milliards de coupes pris sur les jeunes, les salarié.es, les retraité.es, les fonctionnaires, les services publics, la Sécurité sociale…

Nous dénonçons l'instrumentalisation des dégradations par le pouvoir pour faire diversion et camoufler les revendications, pour justifier la répression et les remises en cause des libertés publiques. **Nous dénonçons les violences policières** qui, depuis le 21 septembre, s'abattent sur les jeunes et les manifestant.es, pour étouffer les mobilisations et faire renoncer la jeunesse à toute mobilisation.

Pour nos organisations syndicales, dans notre département comme dans tout le territoire, la grève est dès maintenant à l'ordre du jour pour faire reculer le gouvernement sur son projet de budget et gagner nos revendications !

Plus que jamais l'unité et la mobilisation commune des lycéen.nes, des salariés, des fonctionnaires, avec les personnels de l'Éducation nationale, pour faire céder le gouvernement sur les revendications, notamment en imposant l'abandon de son projet de 54 milliards de coupes, est indispensable.

Nous appelons d'ores et déjà à soutenir les mobilisations qui se poursuivent dans la jeunesse, et celles annoncées dans les appels unitaires pour les jours qui viennent.

Nos organisations syndicales appellent les collègues enseignant.es et AESH du département à se mettre en grève à partir du jeudi 5 novembre et à manifester sur nos revendications :

- **Le recrutement en masse d'enseignant·e·s** afin de pourvoir à l'ensemble des besoins pour pourvoir tous les postes et tous les remplacements dès le 1er jour d'absence, et abaisser les effectifs partout !
- **Le recrutement des 3000 AESH** qui manquent pour que toutes les notifications d'accompagnement prononcées par la MDPH 94 soient respectées ainsi que la création d'un statut de fonctionnaire d'État catégorie B pour ces personnels, avec un vrai salaire !
- **La création massive de postes** d'enseignant·e·s spécialisé·e·s et départs en formation pour les RASED à hauteur des besoins partout, ULIS, UE, IME… de psychologues scolaires, d'infirmier·e·s, de médecins, d'assistantes sociales.
- **Les moyens de l'éducation prioritaire à toutes les écoles dites « orphelines »** et aux établissements qui les revendiquent, le dédoublement ou l'allègement des effectifs de toutes les GS en Éducation Prioritaire.
- **La rénovation du bâti et toutes les constructions nécessaires** pour permettre que les écoles et les établissements du second degré bénéficient de l'isolation thermique, des protections solaires extérieures, de la végétalisation des cours de récréation, de la ventilation…toutes choses nécessaires pour s'adapter aux épisodes de canicule qui vont se multiplier.
- **Le retrait du plan Macron-Lecornu de 54 milliards de coupes !**

Le gouvernement Macron-Lecornu doit répondre aux revendications !

Dans le contexte actuel, nos organisations syndicales estiment que la première chose à faire est de se réunir dès la rentrée pour établir les revendications et discuter des moyens de les faire aboutir.

Nos organisations syndicales départementales organisent une assemblée générale intersyndicale départementale le mercredi 3 novembre à 14h à la Maison des syndicats de Créteil. Nous proposons que le maximum d'écoles soient représentées pour regrouper les revendications et décider des initiatives à prendre pour obtenir satisfaction.

Nos organisations syndicales invitent les personnels de l'Éducation Nationale à être massivement en grève, avec les lycéens et étudiants, avec les salariés du public et du privé, à partir du jeudi 5 novembre pour exiger la satisfaction de nos revendications, celles des lycéens et travailleurs de ce pays, le retrait du plan Macron-Lecornu de 54 milliards de coupes et à débattre des suites à donner au mouvement, jusqu'à satisfaction des revendications.

Nous proposons aux collègues de déposer une intention de grève sur plusieurs jours à partir du 5 novembre.

Créteil, le 31 octobre